



Commission Europe

Comment lutter contre les radicalisations ?

Fiche- étape Septembre 2016



Plan

- Définitions des termes « radicalisme, radicalisation ».
- Buts et moyens de ceux qui utilisent ces « radicalisations ».
- Les moyens de prévention contre les radicalisations pour des sociétés démocratiques.

« La liberté, c'est pouvoir remettre en cause des certitudes qu'on croyait inaliénables »
D. Cohn-Bendit (1)

Resumé :

Devant la montée de différents mouvements radicaux, tant sur le plan culturel que religieux, politique ou économique, la prise en compte de ces poussées radicales montre des dérives fortes des équilibres démocratiques de notre société européenne. Pour lutter contre ces radicalismes, il apparait que seul l'engagement de chacun est le meilleur vecteur de prévention de ces dérives quel que soit le niveau d'engagement, individuel, collectif ou institutionnel.

Définitions des termes « Radicalismes- radicalisation »

Le radicalisme est une attitude intellectuelle qui vise à reprendre tous les problèmes à leur commencement. Cette démarche décrit une volonté de changement complet, total avec un objectif affiché de corriger de façon durable des attitudes, des moyens de vie et voire des croyances ou des maladies pour qu'un ensemble se « guérisse » dans le cas d'un traitement vis à vis d'une maladie ou bien modifie ses systèmes de fonctionnement sociétaux, légaux et de vie quotidienne lorsque une forme de radicalisme s'adresse à une population.

Le Dictionnaire publié par le C.N.R.T.L. écrit qu'il a pour origine le verbe *radicaliser* qui signifie *rendre radical, devenir intransigeant, devenir plus extrême*. Il semble que ce verbe remonte à 1845. En 1899, G. Clémenceau l'emploie pour exprimer une posture politique et sociale de rejet de l'ordre établi. En 1945, M. Merleau-Ponty puis, en 1949, J-P. Sartre l'emploient avec ce même sens de *rendre plus fondamental, plus extrême* une action. Les « événements » de mai-juin 1968 ont redonné une actualité au mot, avec ce sens. En 1949, P. Ricœur élargit les acceptions en en faisant l'expression d'un sentiment personnel de raidissement face à la mise en cause *bouleversante* de convictions intimes.

Pour autant, *radicalisation* reste un néologisme encore plus récent puisque la 1ère attestation paraît remonter à 1933, seulement. La *radicalisation* apparaît comme un choix fondamentalement politique de subversion du pouvoir en place. L'origine du mouvement se trouve dans un moment de crise tel qu'un discrédit fort sinon généralisé pèse sur les institutions et le personnel politiques. Des mythologies tant religieuses (un catholicisme fondamentaliste anime les antidreyfusards), que politiques (les « utopies » du XIX^eS. et du XX^eS.) voire sociologiques (le retour à l'ordre ancien des pétainistes ou la société rêvée des « décroissants », entre autres) sous-tendent le rejet de l'ordre établi.

Le *radicalisme* est donc un phénomène connu. Dans le champ des Eglises au sens large, il exprime une contestation allant jusqu'au refus des pouvoirs en place et une volonté de légitimer de nouvelles autorités. Le qualificatif de « radicalisation » revient à expliquer un ensemble de phénomènes supportant l'idée, le concept radical de départ sur lequel s'appuie le groupe qui s'est radicalisé. Ces radicalismes sont posés sur des ressentis profonds d'humiliation culturelle et économique puisque il n'y a jamais eu la mise en avant d'un partage équitable des droits et des richesses. En effet, l'occident dans l'histoire de ce monde avec sa marche forcée de conquête de territoires et de volonté de « pacifier » les peuplades qui différaient de l' « homme blanc » a semé les germes d'une révolte et d'un ressac rétro-colonialiste qui s'avèrent violents.

La montée d'un mouvement radical ne peut s'entendre que si le message de départ est fort avec un effet de captation de personnes qui adhèrent aux principes définis et deviennent ainsi adeptes de ce mouvement. Ces adeptes militent à leur tour pour attirer d'autres adeptes. Ce sont en général des mouvements fondés sur des idées, des doctrines, qui jusqu'à présent ne recevaient pas ou peu d'écho et dont on voit actuellement leurs montées progressives et de plus en plus prégnantes.

Nous sommes donc en face d'une volonté de reconquête de territoire, d'influence politique, culturelle et intellectuelle. La montée du djihadisme et des partis d'extrême droite en occident, relèvent des mêmes ressorts. Le discours est simpliste, les arguments éculés, mais, le discours humaniste qui va dans le sens de l'ordre en place est étranger aux hommes et aux femmes qui adhèrent à ces mouvements radicaux.

Par ailleurs, ce que nous appelons radicalisme est considéré par ceux qui le pratiquent comme la normalité à atteindre.

Pour l'exemple, citons brièvement trois situations :

- Dans la démarche salafiste, une place est réservée à la femme. Cette place est considérée comme très archaïque pour ceux qui portent la valeur de l'Égalité en droit de l'ensemble des êtres humains sur cette terre sans discrimination de genre.
- Dans la démarche portée par les mouvements populistes, le souverainisme et la fermeture des frontières sont fondamentaux alors que notre espace est de plus en plus ouvert ; avec la libre circulation des biens et des personnes.
- les politiques libertariennes de marginales, deviennent très présentes dans les programmes tant économiques que sociétaux. Les libertariens veulent, au nom du respect de la liberté individuelle un Etat minimaliste.

Buts et moyens de ceux qui utilisent ces « radicalisations ».

L'action des groupes radicaux se retrouve sur plusieurs plans de nos vies quotidiennes : le plan culturel, culturel, politique, économique religieux. Le but avoué de ces groupes radicaux est la reconnaissance de leurs idées et la captation d'une certaine part de Pouvoir, pouvoir en lien avec les idées radicales du groupe.

Les moyens pour capter ce Pouvoir sont en premier lieu la Parole et le Discours soutenus par des moyens financiers permettant la logistique nécessaire pour faire vivre ces « porteurs de paroles » (2). En définissant un cadre de vie plus attrayant que le cadre de vie actuel, les acteurs principaux de ces mouvements attirent des adeptes et aussi les fonds financiers qui leur permettent de porter leurs idées le plus loin et le plus longtemps possible.

De même, les mouvements radicaux peuvent capter, par le don ou par la force des impôts révolutionnaires, des liquidités pour étendre leur influence. Si, de plus, des états fournissent des lieux, des armes et des financements à ces groupes radicaux, alors les portes du Pouvoir peuvent s'ouvrir devant eux. Dans le cas de l'Etat Islamique par exemple, le positionnement géographique du Califat en plus d'être « historique », est aussi très économique par la captation des richesses tant industrielles que naturelles du terrain conquis.

Les moyens de prévention contre les radicalisations pour des sociétés démocratiques

Nous sommes devant une confrontation violente de valeurs qui englobent toutes les avancées sociétales réalisées en un siècle : laïcité, égalité des droits entre femme et homme, pas de discrimination du fait de choix religieux, liberté de conscience, de croyance et de culte ainsi que le choix de vie sexuelle, politique et économique. Les idées portées par les mouvements radicaux sont très souvent liberticides et anti démocratiques.

A l'heure où le gouvernement français vient de mettre sur le devant de la scène 80 mesures pour lutter contre le radicalisme lié au terrorisme d'une certaine frange de l'islam en France

(<http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/liseuse/7050/master/index.htm>); et où Naomi Klein nous explique que « tout peut changer » dans son dernier livre, ajouter des lignes de mesures nous semble difficile.

Le système politique européen garantit, quant à lui, un choix de vie en toute conscience et oblige à l'effort pour comprendre ce que la liberté représente. Des moyens sont donc proposés pour que la vie de chacun puisse se faire au contact de tous en privilégiant l'échange et la parole pour trouver un compromis de vie sociale qui, s'il ne plait pas à tout le monde, convienne à tous.

De son côté, la Commission européenne a décidé en novembre 2015 d'allouer 10 millions d'euros à des projets nationaux de lutte contre la radicalisation en mettant l'accent sur la prévention auprès des enfants et des jeunes, parce qu'« Il faut éradiquer à la source les tendances à la radicalisation ».

En juin 2016, cette commission a présenté une communication au Parlement Européen, au Conseil, au Conseil Economique et Social européen et au Comité des Régions qui porte sur le soutien à la prévention de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent (suivre le lien suivant : <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-379-FR-F1-1.PDF>)

Elle expose « des mesures concrètes visant à aider les États membres à mettre en place des initiatives et des stratégies qui contribueront à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent au sein de l'UE et dans les pays tiers. Elle souligne que c'est par un effort commun de tous les acteurs au niveau national, européen et international que le problème de la radicalisation violente pourra effectivement être surmonté ».

Notre système de gouvernance est tolérant et ouvert mais demande en contrepartie de l'adhésion et du respect pour l'ensemble des valeurs portées par l'ensemble des Européens. Ce type de gouvernance porte en lui ses propres faiblesses, mais a aussi l'obligation de préserver les citoyens des actions belligérantes qui viennent tuer des femmes et des hommes sur leur territoire.

Il nous faut croire en nos valeurs parce qu'elles sont des valeurs d'ouverture et de solidarité, croire que l'autre n'est pas mon ennemi mais juste un être humain digne, debout, fort et démocrate.

Pour nous francs-maçons, notre lutte contre la radicalisation et l'embrigadement ne peut être que dans le volet « prévention ». Nous avons à notre disposition tous les moyens pour porter les valeurs du vivre ensemble et défendre ces valeurs pour aller vers une amélioration des conditions de vie des plus démunis

La pierre angulaire de toute action tient dans l'Engagement de chacun à défendre nos valeurs tant dans notre propre vie maçonnique que dans le monde profane. Toutes les actions qui permettront de valoriser et faire comprendre nos démocraties et nos « vivre ensemble » sont bonnes. Il ne faut pas penser réactiver ou réintroduire, mais juste croire que nous n'avons pas tort d'écouter l'autre et de le respecter tout en militant pour la garantie des valeurs que nous portons en utilisant tous les moyens que le progrès de la science met à notre disposition (internet...).« L'utopie est la réalité de demain » nous dit Gaston BACHELARD

Cet engagement peut se décliner selon trois niveaux :

- individuel
- collectif par l'union de citoyens autour d'une action commune
- institutionnel par l'extériorisation auprès d'institutions officielles.

- Au niveau individuel :

L'Europe est un espace où chacune de nos voix peut s'exprimer et se confronter sans haine. Il ne faut pas construire de murs mais ouvrir des portes. Apprendre à connaître ces citoyens européens pour échanger et comprendre la culture et l'histoire de chaque peuple sur un territoire qui nous permet de circuler et de communiquer librement, fait partie de notre engagement. Ne pas dénigrer mais mettre nos forces en commun dans l'amélioration permanente du système en place, voilà certains de nos engagements à titre individuel.

- Au niveau collectif :

Porter les notions d'échange et de respect en incitant les Etats à promouvoir l'accès gratuit à la culture et déclarer le patrimoine commun des Etats en patrimoine universel (proposition AME)
Accompagner toutes les formes d'individualisation, dans leurs expressions modérées et respectueuses de tous ; ainsi, les emprises de masse peuvent bien plus difficilement s'exercer.

Eviter le piège d'un nationalisme pervertissant et entraînant de fait une diminution des droits de l'Homme au sein de la société.

- Au niveau institutionnel :

L'Europe doit entendre les propositions des citoyens européens et les porter au sein de l'institution près des instances décisionnelles et de ceux pouvant agir dans leur communauté. L'Europe doit continuer de porter les idées d'éducation et de culture.

D'autre part, plus qu'un avis, L'Union Européenne doit faire comprendre aux Etats membres la nécessité que l'enseignement intègre la lutte contre les intégrismes et la radicalisation (proposition AME). Les formes d'enseignement se doivent de véhiculer les valeurs de l'Europe au travers des différents cours tout en permettant l'expression de chacun, en apprenant le vivre ensemble et en affirmant l'idée que les radicalisations se nourrissent d'une absence de conscience individuelle, qui est, elle-même, un préalable indispensable au passage à une conscience d'inter-reliance et de coopération.

De même, L'Europe doit susciter l'enseignement du fonctionnement de l'Union et de ses institutions afin de développer la conscience de la citoyenneté européenne, moyen de faire disparaître les ségrégations (Proposition AME). En 2016, les instruments du programme Erasmus+ sont destinés en priorité à

l'intégration et à l'inclusion sociale, afin notamment de combattre le décrochage scolaire, de favoriser la réussite des jeunes issus de l'immigration et de transmettre les valeurs européennes.

Tout un chacun a donc la possibilité de faire entendre sa voix et mettre son énergie pour faire avancer nos valeurs et de les porter au plus haut.

En conclusion provisoire :

Notre richesse est dans l'altérité. Faire comprendre cette richesse est un combat journalier. L'inscription dans la durée pour ce combat est bien à la hauteur de l'engagement de chacun des citoyens de l'Europe. Voilà notre travail à nous tous européens et Franc- maçons, car croire à cet objet unique, l'Europe, est notre devoir et la force de notre Ambition pour porter le plus haut possible les valeurs humanistes de respect de la conscience de chacun et de l'égalité des femmes et des hommes, d'autant que le cadre juridique de protection de nos droits est en place .

De nombreuses voix s'élèvent pour accepter l'autre, en Allemagne avec Necla Kelek sociologue et écrivaine turque, en Autriche pour surveiller la construction d'un trop grand nombre de mosquées sur son territoire avec des financements turcs et « Mettre au-devant de la scène ceux qui croient en leur Dieu et qui partagent les mêmes valeurs de paix, de solidarité, de respect de la vie humaine » (3).Londres vient d'élire son maire travailliste Sadiq Khan, avocat, Anglais et musulman.

Il nous faut donc apprendre à valoriser ce qui marche et à ne pas oublier ceux qui se sentent délaissés. Notre Europe est en phase de recomposition nous dit Michel Serres(4). Le monde futur qui se dessine déjà devant nous sera celui d'un mixage global des peuples avec des phases transitoires et des sursauts qui peuvent être souverainistes dans les pays qui n'acceptent pas ce mixage.

La laïcité dans son acception juridique française est un levier pour mener cette Europe vers ce futur. De même, il est prouvé que l'émancipation des femmes apporte la Paix sur tous les territoires où celle-ci est en marche.

Ce sont à coup sûr les deux meilleurs moyens de lutte contre tous les radicalismes.

(1)D. Cohn-Bendit :Philosophie magazine hors-série° 28 « Hannah Arendt »

(2)Gilles Kepel « Terreur dans l'hexagone »

(3)Ch. Godefroy : Ethique musulmane et développement

(4)Michel Serre article du Monde du 10/09/2016

ANNEXE : Propositions d'actions concrètes :

L'ensemble de ces propositions ont été émises par les membres de la Commission Europe de notre fédération. Elles n'ont pas été classées dans un ordre de préférence, mais par ordre d'arrivée. Chacun pourra trouver ainsi peut être un thème propice à son engagement.

-Un des points fondamentaux de ce que nous devons mettre en avant pour lutter efficacement contre ces radicalismes est la lutte contre la manipulation intellectuelle et toujours permettre l'émergence de l'esprit critique sans humilier l'autre.

-Le gouvernement français et les grandes entreprises du Web cherchent un terrain d'entente depuis les attentats qui ont frappé la France. Le gouvernement doit continuer dans cette voie et « associer les acteurs de l'Internet » – comprendre les principaux réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter – « à l'élaboration [de ce] contre-discours »

-Poursuivre la lutte contre « l'enfermement algorithmique » Au-delà de la simple lutte contre les contenus djihadistes, le gouvernement français se tourne vers Facebook, sans le citer, pour « lutter contre l'enfermement algorithmique ». Le fonctionnement technique de ces plateformes, qui fournissent des contenus personnalisés aux internautes en fonction de leurs goûts et de leur activité en ligne a, selon ce document, « l'effet imprévu d'enfermer l'utilisateur dans des contenus systématiquement orientés dans le même sens ».

-Mener de « véritables campagnes offensives contre la propagande » terroriste en ligne à l'aide de « cyber patrouilles » françaises contre la propagande djihadiste en infiltrant leurs réseaux de propagande.

-Mettre en place de véritables cyberattaques, dont l'existence est très rarement reconnue par les autorités, et notamment la « destruction » de sites djihadistes présents sur le « **dark Web** », cette zone d'Internet non référencée par les moteurs de recherche, dont les djihadistes sont pourtant quasi absents.

-Travailler dans le cadre de l'U.E. puisque ce qui est en cause est un type de société et un idéal politique commun à l'Europe. Là encore, donner les moyens d'agir aux institutions existantes dont la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) quitte à (re)définir l'art. 42 du T.U.E. qui prévoit que *la PSDC vise également à lutter contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers sur leur territoire...Ce qui signifie aussi de revenir sur les coupes budgétaires en ces matières (conformément à la résolution du Parlement européen du 21 mai 2015)*

-Mettre en place au niveau de l'ensemble des pays européens des programmes communs d'enseignement

- En premier lieu, ne pas laisser l'éducation et l'enseignement à une quelconque église ou autres sectes pour assurer la liberté de conscience future de l'ensemble des citoyens. Il revient aux états d'investir dans l'Education de la Jeunesse. D'ailleurs, l'ensemble de la charge financière liée aux transmissions de savoir devrait être comptabilisé dans les comptes des états comme des investissements et non pas des dépenses.

-Un service militaire ou civil pour tous les jeunes tous sexes confondus, soutenir l'ensemble des mouvements de jeunesse et des associations, aider l'islam à faire son aggiornamento, revenir sur

le passé et dire ce qu'ont réellement fait subir les états aux peuples opprimés, guérir les mémoires dangereuses (B. Stora) .

-Bousculer notre petit confort matériel et intellectuel journalier et être Démocrate, c'est-à-dire, s'obliger à adhérer au choix du vote et accepter nos démocraties représentatives et respecter les choix de leurs représentants tant que ceux-ci sont en conformité avec la recherche de plus de liberté, de solidarité et de respect.

-Intervenir militairement sous mandat de l'ONU sur le terrain des envahissements et des asservissements brutaux des peuples pour permettre à ces peuples de reprendre leur liberté de choix de vie.

-Modifier les équilibres économiques et dépenaliser certaines drogues (le cannabis) pour ôter aux mouvements sectaires les ressources financières qu'ils tirent de ces trafics.

- Développer le contre discours « Les rencontres virtuelles et la propagande dématérialisée deviennent des facteurs déclencheurs ou accélérateurs des processus de radicalisation », écrit le gouvernement dans les documents envoyés sur le sujet à la presse. Il s'agit, pour le gouvernement, d'une « priorité afin de desserrer l'emprise idéologique que la propagande radicalisée violente exerce ». L'Etat entend donc développer des contre-discours, une forme de contrepropagande, pour répondre aux efforts menés en ligne par les réseaux djihadistes. Le gouvernement se tourne largement vers le secteur privé, et pour cause : il reconnaît que le contre-discours émis par des sources officielles ne fonctionne pas. « La prégnance du discours conspirationniste ou millénariste dans la propagande djihadiste et le risque de rupture sociale constaté parmi les personnes en voie de radicalisation rendent les messages officiels peu opérants. Le recours à l'initiative privée et aux acteurs indépendants de la société civile est donc indispensable. » Initiatives individuelles et associatives sont donc bienvenues et le gouvernement annonce qu'il soutiendra, « le cas échéant financièrement », des initiatives préexistantes, afin de « donner toute leur place aux discours existants dans la société, qui contribuent à remettre en cause la propagande djihadiste, à en isoler les mécanismes et à en réfuter le contenu ».

-Impliquer davantage les géants du Web. Manuel Valls avait montré du doigt les réseaux sociaux, « plus que jamais utilisés pour l'embrigadement, la mise en contact et l'acquisition de techniques permettant de passer à l'acte ». Bernard Cazeneuve avait lui aussi fermement critiqué ces entreprises, avant de se rendre aux Etats-Unis pour rencontrer les vice-présidents de Google, Facebook et Twitter, afin de les « responsabiliser ». De leur côté, les principaux groupes du secteur affirment coopérer activement avec les autorités françaises sur les dossiers liés au terrorisme, et participer à des points réguliers avec le ministère de l'intérieur. Dans son dossier publié lundi 9 mai, le gouvernement reconnaît que des progrès ont été faits par les grands acteurs du Web, tout particulièrement les réseaux sociaux, dans la lutte contre la propagande djihadiste. Cela a permis « d'accroître l'efficacité de la lutte contre l'accessibilité des contenus radicalisés », selon le texte.

-Le gouvernement enjoint donc à ces entreprises de « prendre en compte d'autres facteurs » dans leurs mécanismes de recommandation, « comme par exemple les signalements et éventuels retraits passés de signalement similaires ». Et ce afin de casser le cercle de la recommandation djihadiste. Il va même plus loin, évoquant « la recommandation de contre discours dans l'offre de contenus », ce qui signifierait l'injection artificielle de recommandations, même si les grands acteurs du Web ont toujours refusé de modifier leurs algorithmes à la demande d'un Etat pour valoriser ou censurer du contenu.

- L'intégration européenne dont la Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950 et la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne de 2007 sont une base pour aller vers un Etat fédéral démocratique et social.

- Au niveau des Etats, nomination d'un ministère leader dans l'analyse des comportements radicalisés : comment ils fonctionnent ? D'où ils viennent, quels sont les strates de jeunes qui sont concernés ? Comment fonctionnent les emprises ? Qui sont les gourous ? Dans quelle hiérarchie s'inscrivent-ils ?

-Organisation de groupes de "dé- programmation radicale" pour venir en appui des parents et enseignants; pour prendre en charge les jeunes en retours des pays du Moyen Orient. Il en existe un qui fonctionne à la prison de Fresnes, à titre d'exemple.

-Comprendre, accompagner et aussi, demander réparation en même temps : il est important que les "jeunes en retour", soit d'Irak ou de Syrie ou de la radicalité, participent à la réparation avec des travaux d'intérêt général, en même temps qu'ils soient "déprogrammés".

-Accompagner les initiatives collectives, dans la société civile, des parents, des voisins, dans les quartiers et/ou zones ou localités sensibles afin que tout repli des jeunes soit visualisé et qu'il y soit remédié.